

Le Monde et Libération en grande souffrance

Libération et *Le Monde* entament l'année 2008 à la peine. Les ventes des deux quotidiens accusent un recul respectif de 8,6 % et 8,8 % par rapport aux 5 premiers mois de l'an passé. Les autres quotidiens payants ne sont guère à la fête : les ventes du *Figaro* baissent de 3,5 %, celles de *L'Equipe* de 2,5 % et celles du *Parisien-Aujourd'hui en France* de 2,1 %.

La hiérarchie est désormais la suivante : *Le Parisien-Aujourd'hui en France* est le quotidien payant le plus acheté avec 518.315 exemplaires par jour (entre janvier et mai 2008) devant *Le Figaro* (331.785 exemplaires), *Le Monde* (304.850 exemplaires), *L'Equipe* (297.734 exemplaires) et *Libération* (125 723 exemplaires). Les quotidiens gratuits, eux, continuent à distribuer des volumes bien supérieurs : *Métro* écoule ainsi 767.056 copies par jour tandis que le leader, *20 minutes*, distribue 782.162 exemplaires par jour.

Sarkozy s'occupera personnellement de la presse

Dans un contexte aussi dépressif, les états généraux de la presse que le président Sarkozy prépare pour octobre ou novembre prochain devraient permettre de poser tous les problèmes sur la table. À commencer par celui des aides publiques à la presse. **Aujourd'hui, l'État soutient la presse à hauteur de 288 millions d'euros par an (dont 109 millions pour les seuls abonnements à l'AFP), un budget en augmentation de 5,8 % en 2008. Mais quelle réelle utilité à long terme ? À qui profitent vraiment ces aides ? Et enfin, est-ce bien sain que l'État subventionne un secteur soi-disant "indépendant et libre" ? On peut aussi mettre les choses en perspective : l'État dépense d'un côté 288 millions d'euros pour la presse, qui est le sel de la démocratie, et plus de 3,8 milliards d'euros pour financer l'audiovisuel public en général (de France Télévisions à TV5, en passant par Radio France...). Interrogeons-nous sur cette disproportion.**

Nicolas Sarkozy a confié la présidence des états généraux de la presse à Emmanuelle Mignon, son chef de cabinet. C'est dire s'il tient à en faire une affaire personnelle et l'on peut s'étonner que Christine Albanel (plutôt protectrice des intérêts des journalistes) n'apparaisse pas dans le dispositif. Emmanuelle Mignon a ensuite nommé un "coordonnateur" en la personne de [Bernard Spitz](#). Cet énarque, diplômé de l'Essec, ancien journaliste du *Monde* passé par le cabinet de Michel Rocard, a créé sa propre agence de consultant en 2003 : BS Conseil affichait, en 2006, 1,4 million d'euros de chiffre d'affaires et 442.768 euros de résultat net.

Un abonnement gratuit pour les jeunes

À la demande de Jean-Jacques Aillagon, Bernard Spitz fut surtout l'auteur [d'un rapport](#) pour le compte du ministère de la Culture sur la lecture quotidienne par les jeunes. Il proposait notamment d'offrir à chaque jeune atteignant la majorité un abonnement gratuit de deux mois à un quotidien (cette mesure aurait coûté au maximum 1,8 million d'euros), d'ouvrir des points de maisons de la presse dans les lycées ou encore d'offrir un accès gratuit aux archives Internet des quotidiens à tous les étudiants se connectant à partir de leur université. En contrepartie, les éditeurs de journaux recevraient un dédommagement versé par l'État et la Région.

Parmi ses propositions, l'une d'elles devrait être reprise et étoffée par Christine Albanel. Selon nos informations, la ministre de la Culture devrait annoncer, lors des prochains états généraux de la presse, la possibilité pour les jeunes qui effectuent leur "service civil volontaire" de souscrire un abonnement gratuit d'un an à l'un des quotidiens de leur choix. (*Le point FR Emmanuel Berretta*)